

TURQUIE

Un attentat contre le consulat US revendiqué par l'extrême gauche

Un groupe d'extrême gauche a revendiqué un attentat hier contre le consulat américain à Istanbul, tandis que les séparatistes kurdes étaient pointés du doigt dans deux autres attaques, dans la capitale économique de la Turquie et dans le sud-est du pays, qui ont fait six morts parmi les forces de sécurité.

Ces violences interviennent alors que la tension monte avec l'intensification de la campagne du gouvernement contre la guérilla du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), au moment où les Etats-Unis viennent de déployer des chasseurs F-16 en Turquie pour lutter contre le groupe Etat islamique (Daesh).

Peu après minuit, un kamikaze présumé a fait exploser une voiture piégée devant un poste de police du quartier de Sultanbeyli sur la rive asiatique du Bosphore à Istanbul. Dix personnes ont été blessées dont trois policiers, selon un communiqué du bureau du gouverneur.

Une bataille rangée a ensuite opposé les assaillants à la police toute la nuit. Outre le kamikaze, deux militants ont été tués dans ces affronte-

ments, selon le bureau du gouverneur.

Beyazit Ceken, chef du département des explosifs à la police, a été blessé dans les accrochages et est décédé à l'hôpital, a ajouté la même source.

Dans le même temps, deux femmes ont ouvert le feu tôt lundi matin sur le consulat, très protégé, des Etats-Unis, situé dans le quartier d'Istinye sur la rive occidentale du Bosphore.

L'une des assaillantes, blessée, a été arrêtée par la police, selon le bureau du gouverneur. Il s'agit de Hatice Asik, une militante du DHKP-C (Parti/Front révolutionnaire de libération du peuple), selon l'agence officielle Anatolie.

Le DHKP-C a confirmé son identité sur son site web et promis que «la lutte

continuera jusqu'à ce que l'impérialisme et ses collaborateurs quittent notre pays et que chaque pouce de notre territoire soit libéré des bases américaines», a-t-il affirmé.

Ce groupe radical classé terroriste par les Etats-Unis et l'UE avait revendiqué en 2013 un attentat-suicide contre l'ambassade des Etats-Unis à Ankara qui avait fait un mort. Il est considéré par le pouvoir turc comme proche du PKK.

Selon les médias turcs, Hatice Asik, 51 ans, «Hulya» de son nom de guerre, a été libérée le 8 juillet d'une prison d'Istanbul, en attendant d'être jugée.

Elle avait été arrêtée pour avoir hébergé deux militants de son organisation ayant attaqué un poste de police dans la ville il y a trois ans, et risque la prison à vie.

Le consulat américain a annoncé qu'il resterait fermé au public jusqu'à nouvel ordre.

Un responsable turc qui a requis l'anonymat a affirmé à l'AFP que le PKK avait pour sa part attaqué la station de police. Mais l'attaque a également été revendiquée par un petit

groupe de gauche, les Unités de défense du peuple, sur Twitter.

Dans ce contexte extrêmement tendu, quatre policiers ont été tués lundi matin par une bombe dans la province de Sîrnak, dans le sud-est de la Turquie, un attentat attribué par les médias locaux aux rebelles kurdes.

En outre, un soldat turc a été tué lorsque des militants kurdes ont attaqué au lance-roquette un hélicoptère militaire qui transportait du personnel dans le secteur de Beytusebap à Sîrnak, selon l'agence Dogan.

Ankara a lancé le 24 juillet une «guerre contre le terrorisme» visant simultanément le PKK et les combattants du groupe EI en Syrie. Mais les dizaines de raids aériens qui ont suivi se sont concentrés sur la guérilla kurde, seuls trois d'entre eux ayant été jusqu'à présent officiellement signalés contre l'EI.

Dimanche, l'agence gouvernementale Anatolie a affirmé qu'environ 390 combattants du PKK ont été tués et 400 autres blessés en deux semaines de raids de l'aviation turque contre des bases rebelles situées dans le nord de

l'Irak. Il n'était cependant pas possible de confirmer ces informations.

La guérilla kurde a de son côté rompu un cessez-le-feu unilatéral datant de 2013 et repris ses attaques contre les forces de sécurité turques, qui ont fait depuis 28 morts selon un décompte de l'AFP.

Un haut responsable du PKK, Cemil Bayik, a affirmé lundi à la BBC que la Turquie tentait de protéger l'EI en combattant son ennemi juré, le PKK.

«Ils le font pour affaiblir la lutte du PKK contre l'EI. La Turquie protège le groupe EI», a-t-il dit.

Ces violences interviennent alors que les Etats-Unis ont pour la première fois déployé dimanche des chasseurs F-16 et un contingent de 300 militaires sur la base d'Incirlik, dans le sud de la Turquie, pour lutter contre l'EI.

Membre de l'Otan, la Turquie avait jusqu'à récemment refusé de participer activement aux opérations de la coalition contre l'EI, de peur de favoriser l'action des Kurdes de Syrie combattant sur le terrain les jihadistes, à proximité de sa frontière.

APRÈS LES DERNIERS ATTENTATS À KABOUL

Le Pakistan dans la ligne de mire du Président afghan

Le Président afghan, Ashraf Ghani, a pour la première fois accusé hier le Pakistan voisin d'envoyer un «message belliqueux» à son pays, après une série d'attentats des talibans à Kaboul qui remettent en cause la reprise rapide des pourparlers de paix avec les insurgés.

Lors de son accession à la présidence, en septembre, M. Ghani s'était démarqué de son prédécesseur Hamid Karzaï en opérant un rapprochement avec Islamabad pour tenter de mettre fin à la rébellion talibane qui ensanglante l'Afghanistan depuis 2001.

Mais, lors d'une conférence de presse organisée hier quelques heures après un nouvel attentat des talibans à Kaboul qui a fait cinq morts, le chef de l'Etat s'est montré sous son jour le plus critique envers le Pakistan. «Nous espérons la paix, mais c'est un message belliqueux que nous envoie le Pakistan», a-t-il lancé.

Selon lui, les attaques de Kaboul prouvent que le Pakistan abrite toujours des «camps d'entraînement de kamikazes et des fabriques de bombes». «Si notre peuple continue à être tué, notre relation avec le Pakistan perdra son sens», a-t-il prévenu dans cette mise en garde directe à son voisin.

«Qu'aurait fait le gouvernement pakistanais si le massacre de Shah Shahid (attentat qui a fait 15 morts jeudi soir à Kaboul, ndlr) s'était déroulé à Islamabad et les responsables étaient en Afghanistan ?», s'est-il demandé.

Le Pakistan, qui a encouragé les talibans dans les années 1990, est régulièrement accusé de continuer à souffler le chaud et le froid sur l'insurrection, bien qu'il s'en défende et affirme désormais œuvrer à la réconciliation afghane.

Pour prouver sa bonne foi, le Pakistan a organisé les premiers pourparlers de paix directs entre les talibans et le gouvernement afghan en juillet, mais un second round prévu à la fin du même mois a été reporté sine die après l'annonce de la mort du mollah Omar, qui a aussitôt été remplacé par le mollah Akhtar Mansour à la tête des insurgés.

Selon des observateurs, ce dernier, auquel une partie de la rébellion nie toute légitimité, pourrait vouloir asseoir son autorité par la série d'attentats qui ont ensanglanté Kaboul et ainsi montrer sa détermination à poursuivre le «jihad».

Le dernier attentat-suicide revendiqué par les

talibans a eu lieu lundi à un barrage filtrant l'accès à l'aéroport de la capitale afghane, à une heure de pointe. L'attaque a tué cinq civils et en a blessé une dizaine d'autres, selon un porte-parole de la police de Kaboul, Ebadullah Karimi. «Elle était destinée à faire de nombreuses victimes parmi les civils», a-t-il ajouté.

Selon un responsable de l'aéroport international de Kaboul, qui s'exprimait sous couvert d'anonymat, tous les vols ont été suspendus «pour les prochaines heures». Et l'autorité pakistanaise de l'aviation civile a annoncé que les vols prévus

entre Kaboul et le Pakistan voisin étaient suspendus en raison de cette attaque. L'attentat a été revendiqué auprès de l'AFP par Zabihullah Mujahid, le porte-parole habituel des insurgés islamistes, selon lequel «deux véhicules appartenant à des troupes étrangères» étaient visés.

Les soldats de l'Otan, mais aussi et surtout la police et l'armée afghanes, sont les cibles de prédilection des talibans depuis la chute de leur régime en 2001, bien que les civils soient les premières victimes de ces violences.

D'après la mission de l'ONU dans le pays

UKRAINE

Kiev met en garde contre une «escalade dangereuse» dans l'Est

Le président ukrainien Petro Porochenko a demandé lundi des consultations d'urgence avec Paris, Berlin et Moscou concernant l'escalade «dangereuse» des violences dans l'Est séparatiste prorusse après des combats féroces impliquant des chars et de l'artillerie déclenchés, selon Kiev, par les rebelles.

Quatre personnes, trois civils et un soldat ukrainien, ont ainsi péri au cours des dernières 24 heures, selon des bilans séparés annoncés par l'armée et les autorités séparatistes.

Auparavant, les autorités ukrainiennes avaient affirmé avoir repoussé une offensive rebelle menée par quelque 200 hommes appuyés par une dizaine de chars près de la ville de Starognativka, située à mi-chemin entre le bastion séparatiste de Donetsk et le port de Marioupol, dernière grande ville dans la zone du conflit sous contrôle des autorités ukrainiennes.

L'armée a riposté en faisant donner l'artillerie et «a pris des hauteurs stratégiques qui étaient sous contrôle rebelle», a indiqué le ministère de la Défense. Le porte-parole de l'armée ukrainienne Andriï Lyssenko a parallèlement fait état d'une intensité inédite de tirs rebelles contre les positions ukrainiennes au cours des

dernières 24 heures. «Il y a eu 127 attaques, un nombre record depuis la bataille de Debaltsevé», un nœud ferroviaire stratégique passé sous contrôle des combattants séparatistes peu après la signature des accords de Minsk 2 en février.

Fait rarissime depuis la trêve instaurée dans le cadre de ces accords signés grâce à la médiation franco-allemande et en présence du président russe Vladimir Poutine, la bataille de Starognativka a poussé le président Porochenko à convoquer son ministre de la Défense et le chef de l'état-major ainsi que le secrétaire du Conseil de sécurité nationale et de Défense pour faire le point de la situation.

Le chef de l'Etat a chargé dans la foulée son ministre des Affaires étrangères Pavlo Klimine de «mener des consultations d'urgence» avec les pays du format «Normandie» (Russie, France, Allemagne et

Ukraine). Les diplomates sont chargés d'informer les médiateurs des accords de Minsk ainsi que l'OSCE et l'Otan d'une escalade dans le Donbass et (de) la menace pour le processus de paix», a indiqué le ministère ukrainien des Affaires étrangères dans un communiqué.

Ces combats interviennent au lendemain d'un incendie criminel sur le parking d'un hôtel de Donetsk où sont basés les observateurs de l'OSCE qui surveillent le conflit sur le terrain. Plusieurs de leurs véhicules blindés ont été détruits.

«Il semblerait que certaines personnes veuillent que l'OSCE arrête de témoigner de ce qui se passe», avait réagi dimanche l'organisation, qui estime que l'incendie était de la responsabilité de «ceux qui contrôlent de facto Donetsk», c'est-à-dire des rebelles.

Interrogé par l'AFP, un responsable de l'Otan a indiqué que l'Alliance suivait «de près» les développements en Ukraine tout en insistant sur le fait que «la mise en œuvre complète des accords de Minsk» était «la voie vers la paix».

«Il est important que les observateurs de l'OSCE puissent poursuivre leur travail en sécurité», a-t-il

(Unama), 1 592 civils ont été tués et 3.329 blessés durant les six premiers mois de l'année 2015 dans des violences qui sont en hausse.

Les talibans sont à l'origine d'au moins deux autres attaques meurtrières commises à Kaboul dans le cadre de cette première vague d'attentats frappant la capitale afghane depuis l'avènement du mollah Mansour. Vendredi soir, un attentat-suicide contre l'académie de police de Kaboul a tué 27 personnes et l'assaut d'une base des forces spéciales américaines a fait 9 morts, dont 8 Afghans et un soldat étranger.

souligné. Le chef séparatiste de la république autoproclamée de Donetsk Alexandre Zakhartchenko a de son côté prédit la semaine dernière qu'il y aurait «une nouvelle spirale des combats».

«Nous sommes en attente des hostilités (...) nous sommes prêts à tout», a-t-il déclaré cité par l'agence publique russe Ria Novosti.

Le secrétaire du conseil ukrainien de sécurité nationale et de défense Olexandre Tourtchinov a pour sa part estimé lundi que les rebelles concentraient leurs forces «pour percer la défense» ukrainienne.

«Les provocations contre la mission de l'OSCE étaient un élément des préparatifs de l'offensive contre nos positions», a-t-il assuré.

L'est de l'Ukraine, où plus de 6 800 personnes ont péri en seize mois, connaît un regain de violences meurtrières ces dernières semaines.

Trois civils ont trouvé la mort au cours des dernières 24 heures dans «les bombardements de l'armée ukrainienne», a rapporté le site officiel séparatiste.

L'armée ukrainienne a de son côté fait état d'un soldat tué, un porté disparu et seize blessés.